



Tél : 25 36 54 41 Site web : www.reseaumarpbf.org

Courriel: contact@reseaumarpbf.org

RAPPORT ANNUEL 2017

Mars 2018

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS..... 3

INTRODUCTION.....	4
Chapitre 1. BILAN DES ACTIVITES INSTITUTIONNELLES	5
1.1 ORGANISATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE	5
1.2 REUNIONS TRIMESTRIELLES DU BUREAU EXECUTIF.....	5
Chapitre 2. INTERVENTION DANS LE DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE.....	6
2.1 PROGRAMME DRYDEV	6
2.2 PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION ET DE LA COMMERCIALISATION DU SOJA ET DU MAÏS DANS LES PROVINCES DU NAHOURI ET DE LA SISSILI.....	10
Chapitre 3. INTERVENTION DANS LE DOMAINE DU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE COMMUNAUTAIRE, GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET REPONSE HUMANITAIRE	15
3.1 PROJET DE ROGRAMME DE PLAIDOYER POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES	15
3.2 PROGRAMME DE PLAIDOYER POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES	22
3.3 PROJET BRAVE II	23
Chapitre 4. INTERVENTION DANS LA GESTION DES CONFLITS ET CONSERVATION DE LA PAIX	26
4.1 INITIATIVE PAIX ET DIVERSITE AU SAHEL (IPAD).....	26
Chapitre 5. ACTIVITES DIVERSES	31
6.1 PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET FARENE	31
6.2 PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PROLI-FANS	31
6.3 APPUI A L'OCADES-FADA POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN PROJET DE GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES.....	32
6.4 FORMATION DE L'EQUIPE DE AGED SUR L'EPVC.....	32
✓ Généralité sur la gestion des risques de catastrophes	32
✓ Généralités sur les catastrophes et introduction aux concepts clés.....	32
✓ Communication sur la résilience communautaire.....	32
✓ Présentation de l'outil « EPVC ».....	32
✓ Outils pour la conduite des EPVC.....	32
Chapitre 6. DIFFICULTES, DEFIS ET PERSPECTIVES 2017	33
7.1 DIFFICULTES	33

7.2	DEFIS	33
7.3	PERSPECTIVES 2018.....	33
	CONCLUSION	34

SIGLES ET ABREVIATIONS

AG : Assemblée Générale

AGRA: Alliance for a Green Revolution in Africa

AZND : Association Zood Nooma pour le Développement

CCFC: Christian Children Fund of Canada

DGIS : Direction Générale de la Coopération Internationale du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

DryDev : Dryland Development

FAO: Food and Agriculture Organization

GTB: Groupe Têed-Beogo

ICRAF: World Agroforestry Centre

OCADES : Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité

PMEL: Planification, Monitoring, Evaluation and Assessment learning

R-MARP : Réseau pour la Promotion des Méthodes, Approches et Recherches Participatives

RNA : Régénération Naturelle Assistée

SNV : Association Néerlandaise pour le Développement

SBV : Sous Bassin Versant

SEMUS : Association Solidarité et Entraide Mutuelle au Sahel

UGF/ CDN : Union de Groupements Féminins Ce Dwane Nyee

WP : Workpackages

INTRODUCTION

Le Réseau MARP-Burkina est une association à but non lucratif, assurant la promotion des approches participatives dans le développement au Burkina Faso. Il s'est donné pour mission de « **promouvoir la participation et assurer son intégration qualitative dans les actions de développement** ». Sa vision est que : « une communauté bâtit son mieux être par la participation de tous ses membres ». Fort de sa mission et de sa vision, le Réseau MARP s'est employé depuis sa création, à renforcer les capacités des acteurs du développement sur les approches participatives et à initier des actions et projets participatifs de développement.

C'est dans cette perspective que la coordination opérationnelle du Réseau MARP-Burkina en synergie avec le bureau exécutif élabore et met en œuvre chaque année, un programme d'activités qui prend en compte l'ensemble des actions menées par l'ONG.

Le présent rapport annuel fait le bilan de la mise en œuvre du programme d'actions 2017 et se veut une synthèse des principales activités menées tout au long de l'année.

Il est structuré en trois (03) parties essentielles : la première partie présente le bilan des activités institutionnelles en lien avec le fonctionnement des instances statutaires du Réseau MARP-Burkina, la seconde fait le bilan des activités des projets et programmes mis en œuvre et la troisième partie fait mention des difficultés, des défis et des perspectives pour l'année 2018.

Chapitre 1. BILAN DES ACTIVITES INSTITUTIONNELLES

L'année 2017 a été marquée au niveau institutionnel par la tenue de l'Assemblée Générale (AG), la tenue des rencontres du Bureau Exécutif et de la présentation de vœux.

1.1 ORGANISATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

1. Assemblée générale ordinaire

Le Réseau MARP-Burkina, a tenu son assemblée générale ordinaire les 12 et 13 mai 2017 au siège de l'organisation. L'Assemblée Générale a porté sur des échanges sur la vie de l'organisation, l'appréciation des résultats engrangés par la coordination au cours de l'année 2016 à travers l'analyse des rapports narratifs et financiers.

Il ressort ainsi de l'analyse des différents rapports que l'essentiel des activités du Réseau MARP sont actuellement orientées vers les activités de projets au détriment des actions de réflexions et de conception sur les questions essentielles des approches participatives. Aussi, des thématiques émergentes telles que le civisme et la citoyenneté devraient de plus en plus attirer l'intérêt du Réseau MARP.

Des réflexions ont été conduites sur la commémoration du 20^{ème} anniversaire de l'organisation prévu pour l'année 2017. Ainsi, le président a soumis à l'AG une esquisse des éléments d'organisation entrant dans le cadre des préparatifs de cette commémoration. Il a demandé à chaque membre d'en prendre connaissance et de proposer rapidement des éléments d'amélioration avant que le comité d'organisation ne se mette en œuvre.

2. Présentation de vœux

La présentation des vœux qui a été organisée en marge de l'Assemblée Générale a été ponctuée par 2 interventions. Il s'agit de celle du Secrétaire Général qui a présenté le nouveau bureau exécutif élu à l'assistance venue nombreuse. Il a aussi, au nom du Bureau Exécutif présenté ses vœux de bonne année au Président.

A son tour, le Président a remercié les membres et le personnel du Réseau MARP Burkina pour la contribution importante de chacun à la mise en œuvre des activités de l'année 2016. Il a souhaité à tous une bonne année 2018 et a appelé à la mobilisation de tous pour affronter les nouveaux défis.

Après le cérémonial, les convives ont été invités à table pour célébrer la nouvelle année qui se présentait avec plein de promesses.

1.2 REUNIONS TRIMESTRIELLES DU BUREAU EXECUTIF

Conformément à l'article 26 des Statuts du Réseau MARP, le Bureau Exécutif se réunit « une fois par trimestre en réunion ordinaire ». Au cours de l'année 2017, le Bureau Exécutif a tenu régulièrement ces rencontres à l'effet d'examiner des dossiers divers.

Chapitre 2. INTERVENTION DANS LE DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Dans le secteur de l'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le Réseau MARP-Burkina œuvre déjà depuis 2004 à la mise en œuvre d'actions d'accompagnement à la productivité agricole et la diversification des sources d'alimentation. L'année 2017 a connu la mise en œuvre de 2 actions spécifiques dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Il s'agit :

- du Programme de développement des zones arides (DRYDEV) financé par DGIS et coordonné au niveau africain par l'ICRAF,
- du projet d'intensification de la production et de la commercialisation du soja et du maïs dans les provinces du Nahouri et de la Sissili financé par AGRA,

2.1 PROGRAMME DRYDEV

Le Programme d'Amélioration de la Sécurité Alimentaire et Hydrique pour le Développement Economique Rural au Sahel et dans la Corne de l'Afrique (DRYDEV) a pour objectif global de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et hydrique ainsi que le développement économique des populations rurales dans ses zones d'intervention en Ethiopie, au Kenya, au Burkina Faso, au Mali et au Niger. DRYDEV est un programme quinquennal initié (en 2013) et coordonné par World Agroforestry Centre (ICRAF) et financé par la Direction Générale de la Coopération Internationale (DGIS) du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Le Programme DryDev est mis en œuvre au Burkina Faso par trois partenaires à savoir le Réseau MARP (organisation lead), Tree Aid et la SNV (Association Néerlandaise pour le Développement) et des partenaires locaux au niveau des six provinces d'intervention : Bam, Passoré, Sanguié, Sourou, Yatenga et Zonoma

La mise en œuvre de ce programme a malheureusement pris fin pour le Réseau MARP le 15 septembre 2017 en raison de désaccords importants entre l'ICRAF et le Réseau MARP Burkina sur l'organisation institutionnelle et la stratégie de mise en œuvre du programme.

Les activités menées au cours de l'année 2017 (de janvier à septembre 2017) sont présentées dans les lignes qui suivent :

2.1.1. Activités réalisées dans le cadre de la composante 2: Gestion des eaux et des sols dans les exploitations

Promotion de la collecte de l'eau de pluie dans les exploitations

Dans le cadre de la promotion de la collecte des eaux de pluie, 2 649,25 hectares de terres agricoles ont été aménagés au profit de 3 185 bénéficiaires, comprenant le zaï (1 298 ha), les diguettes en pierres (138 ha), les demi-lunes (11,25 ha) et 1 202 ha de zaï combiné aux diguettes et demi-lunes.

L'évaluation des rendements par le système de carré de rendement sur un échantillon de 179 parcelles montre un effet positif de ces techniques. En effet, les spéculations comme le sorgho et le mil ont enregistrés des rendements respectifs à l'hectare de 1,625 tonne, et 950 kg contre des rendements moyens respectifs de 850 kg et 750 kg à l'hectare. Cependant, les déficits pluviométriques de longue durée enregistrés dans certaines localités comme Kiembara n'ont pas permis d'obtenir les rendements escomptés

Promotion de l'agroforesterie dans les exploitations

A ce titre, 584 hectares de terres agricoles ont été récupérés dans le cadre de la promotion de l'agroforesterie et la RNA dans les exploitations. Au préalable 2172 producteurs ont été formés à cette pratique.

Par ailleurs, pour la pratique de la RNA dans les exploitations agricoles, deux sous bassins sur les 06 ont bénéficié d'un accompagnement en plants pour la construction des haies vives et les plantations dans les exploitations. Il s'agit des sous bassins versant de Arbolle et de Zogoré pour les quantités de plants de suivants.

Tableau 1 : Quantité de plants octroyés à Arbolle et à Zogoré

Espèces	Arbolle	Zogoré	TOTAL
Eucalyptus camaldulensis	1 200	0	1 200
Acacia nilotica	3 800	35 000	38 800
Lawsonia inermis	1 800	0	1 800
Manguifera indica	1 520	810	2 330
Moringa olifera	876	570	1 446
Adansonia digitata	0	800	800

Amélioration de la conservation et de la fertilité des sols

Les activités d'amélioration de la conservation et de la fertilité des sols dans les exploitations agricoles ont consisté à renforcer les capacités techniques des producteurs sur la réalisation des paquets techniques intégrés de gestion de l'eau et des sols.

A cet effet, une session de formation des formateurs sur la réalisation des paquets techniques intégrés de gestion de l'eau et des sols, a permis de toucher 28 participants, composés des représentants des partenaires de terrain et des services techniques de l'agriculture des communes d'intervention du programme, des techniciens du Réseau MARP et un représentant des paysans innovateurs de la province du Zondoma.

Les techniques abordées ont porté :

- Le paillage;
- Les diguettes en pierre suivant les courbes de niveau ;
- La banquette de terre avec déversoir en sac géotextile ;
- La demi-lune (DL);
- Le zaï simple et mécanique.

A la suite de cette formation des formateurs, 38 sessions de formation des producteurs retenus pour mettre en œuvre ces techniques ont été organisées. Ainsi, sur une prévision de 1 512 producteurs à former, 1 501 dont 1 344 hommes et 157 femmes ont effectivement pris part aux sessions de formation.

L'ensemble des 1 501 producteurs ont appliqué les techniques de collecte des eaux de pluies permettant ainsi l'amélioration de la fertilité de 2 649,25 ha de terres agricoles sur une prévision de 2 700 ha.

Irrigation à petite échelle

Dans le cadre de la promotion de l'irrigation à petite échelle, l'appui à la production maraîchère et à la production rizicole ont été les champs d'action.

▪ ***Appui à la production maraîchère***

Au cours de l'année, le programme a appuyé la mise en place de 4 périmètres maraîchers dans les villages de Kyon (Sanguié), Kiembara (Sourou), Boulounsi (Yatenga) et Loagha (Bam), au profit de 322 producteurs dont 267 femmes.

L'exploitation de ces sites s'est poursuivie au cours du premier semestre de l'année 2017. Pendant cette période, des produits ont été récoltés et vendus. En fin de campagne, le site de Boulounsi par exemple a permis aux exploitantes de récolter 18,745 tonnes d'oignon dont 15,650 tonnes vendu à un coût total estimé à 2 347 500 Francs CFA.

Au cours du deuxième trimestre, un certain nombre de recommandations faites lors de la mission de suivi conjointe de qualité ont connu un début de mise en œuvre. Il s'agit de :

- la réhabilitation des quatre (04) puits à grand diamètre du site maraîcher Nango Fulcé ;
- l'élaboration des termes de références pour l'installation de forages munis de système de pompage photovoltaïque pour les sites de Boulounsi au Yatenga, de Dakiégré au Passoré et de Tomo à Kyon.

▪ ***Aménagement de bas -fonds rizicoles***

L'appui à la production rizicole a consisté à accompagner les communautés à travers des techniques simples d'aménagement de bas-fonds rizicoles à moindre coût, et maîtrisables par les producteurs eux-mêmes. Cet accompagnement technique a concerné les travaux d'une certaine technicité, notamment le parcellaire suivant les normes techniques requises, tandis que la contribution des bénéficiaires a porté sur l'apport de la main d'œuvre pour :

- les travaux de casierage, de labour et de mise en boue des parcelles ;
- la préparation des pépinières ;
- la maintenance des ouvrages réalisés et leur exploitation judicieuse en vue d'atteindre des résultats optimisés.

Cette technologie a permis d'aménager 46 ha en riziculture pluviale sur 3 sites dans les provinces du Yatenga, du Sanguié et du Passoré.

2.1.2. Activités réalisées dans le cadre de la composante 3 : Production agricole

Promotion des pratiques agricoles intelligentes face au climat

Les réalisations ont porté sur :

▪ ***Appui à la mise en place de champs de démonstration***

DryDev a accompagné la mise en place de 24 champs de démonstration de niébé (18) et d'arachide (6) par des producteurs volontaires. Ces spéculations sont liées aux chaînes de valeurs sélectionnées dans le cadre du workpackage 4 gérée par la SNV. Les objectifs visés par un champ de démonstration sont:

- informer et former les producteurs de façon participative sur les itinéraires techniques de productions des spéculations;

- prouver aux producteurs l'existence de variétés améliorées adaptées à leurs zones agro climatiques, et les outiller sur les itinéraires techniques de production assurant une meilleure expression du potentiel de ces variétés ;
- prouver l'efficacité des produits biologiques (bio-intrants) sur la production.

Des visites commentées ont été organisées au profit de 1697 producteurs sur l'ensemble des sites en 2017.

▪ ***Appui à la production des chaînes de valeurs identifiées***

Toujours en lien avec le WP 4, et pour appuyer le maillon de la production, le programme a apporté un appui direct à la production de 15 ha de niébé en utilisant des pratiques intelligentes face au climat notamment les bio pesticides, dans les provinces du Bam (4ha), du Yatenga (4ha), du Zondoma (4ha) et Passoré (3ha). Le même appui est apporté à la production de 6 ha d'arachide dans la province du Sanguié.

▪ ***Mise en place des plans de comparaisons***

Des initiatives ont été prises pour lancer les premiers essais dans la cadre d'une phase préliminaire, dans l'optique de tirer des enseignements pour une bonne orientation des activités à partir de 2017.

En rappel, deux plans de comparaisons ont été retenus après l'analyse des priorités d'apprentissage issues du processus CAP :

- Évaluer le taux de survie et la croissance des plants en fonction de la taille des fosses/poquets, du type de sol, de la période de préparation des fosses/poquets et du régime d'arrosage au Burkina Faso.
- Évaluer l'efficacité des diguettes en terre et des cordons pierreux (avec ou sans végétation) en conservation de l'humidité du sol selon différents types de sols au Burkina Faso.

Ce dispositif s'est avéré difficile à mettre en place surtout pour les sites latéritiques. Il a été difficile d'atteindre 90 centimètres de profondeur; aussi en concertation avec les partenaires, il a été retenu de limiter la profondeur à 60 centimètres pour l'espèce *Moringa oleifera* dédiée aux femmes.

Pour les autres espèces (manguier, néré, baobab, etc.) la profondeur de 90 cm est maintenue.

Le bilan de la plantation se chiffre à 28 788 plants mis en terre par 3386 bénéficiaires dont 2505 femmes, selon la répartition géographique ci-dessous

Tableau : Répartition géographique plants mis en terre dans le cadre des comparaisons planifiée.

Province	Hommes	Femmes	Total
Bam	0	1 000	1 000
Passoré	100	500	600
Yatenga	0	193	193
Zondoma	170	399	569
Sanguié	703	309	1 012
Sourou	116	104	220
Total			3 594

A ce jour, seul le taux de

survie a pu faire l'objet d'estimation à 48 %.

Pour l'année 2017, l'activité a été recentrée sur la plantation d'arbres utilitaires et le sous bassin versant de Kyon a été retenu comme zone de conduite de l'activité. Pour ce faire, 04 sites identifiés à savoir Kyon, Ekoulkoala, Po et Essapoun. Deux stagiaires ont été retenus de concert avec l'Université Polytechnique de Bobo pour accompagner la mise en œuvre de l'activité. Ces deux stagiaires ont participé courant juin 2017 à une formation sur ODK dans l'optique de les outiller sur les méthodes de collectes de données.

Par ailleurs, une commande de 3 000 pieds de Ziziphus, 3 000 pieds de Moringa et 3 000 pieds de Tamarindus a été faite avec l'INERA Saria pour la mise en place des essais.

Promotion de systèmes de vulgarisation menés par les agriculteurs

Dans le cadre de la promotion de systèmes de vulgarisation menée par les producteurs, 5 sites pilotes d'innovation ont été identifiés et aménagés sur une superficie de 4 hectares minimum chacun. Le choix des sites pilotes d'innovation est opéré sur des espaces marginaux où les terres sont fortement dégradées et incultes. Plusieurs technologies de conservation/gestion de l'eau et d'agroforesterie sont combinées pour créer un effet positif de récupération et de restauration des sols.

L'objectif global de cette initiative est de proposer un modèle d'intégration des innovations sur un site pilote qui servira de tremplin pour une agriculture résiliente. Les sites sont animés par des volontaires villageois accompagnés par les Réseaux des Paysans Innovateurs du Yatenga et du Zondoma.

Ces sites pilotes font objet de visites commentées afin de permettre la mise à l'échelle des technologies apprises.

Amélioration des systèmes d'approvisionnement en intrants

Dans le cadre de l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en intrants, l'objectif est de mobiliser les fournisseurs afin de faciliter l'accès des producteurs aux intrants de qualité et de mettre en place un plan d'approvisionnement permanent. A ce titre, 1051 producteurs ont bénéficié du programme d'un appui en équipements, semences et engrais (NPK pour la pratique de la micro dose), pour la mise en œuvre des paquets techniques, suivant la politique de subvention du Programme.

Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre 2017, 03 foires aux intrants ont été organisées respectivement dans les sous bassins versant de Kyon, Kongoussi et Bassi. Ces foires ont constitué des cadres d'échanges entre fournisseurs d'intrants et producteurs accompagnés de partenaires stratégiques (service techniques, ONGs, etc.) afin d'améliorer l'accessibilité des producteurs aux intrants de qualité. L'organisation de ces 03 foires a mobilisé 48 exposants (semenciers et fournisseurs d'engrais et pesticides) et près de 640 producteurs.

2.2 PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION ET DE LA COMMERCIALISATION DU SOJA ET DU MAÏS DANS LES PROVINCES DU NAHOURI ET DE LA SISSILI

Le Réseau MARP BURKINA a bénéficié de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), d'un financement pour la mise en œuvre d'un projet de trois (03) ans sur la production et la commercialisation du Soja et du Maïs dans les provinces du Nahouri et de la Sissili au Burkina Faso ». Lancé en juin 2014, son objectif global est d'augmenter la productivité et la commercialisation du maïs et du soja à travers le renforcement des capacités des producteurs et des autres acteurs de la chaîne de valeur.

Les bénéficiaires directs du projet sont 15 000 petits agriculteurs qui amélioreront leurs techniques de production, en réduisant les coûts de production et les pertes post-récolte et en facilitant l'accès de leurs produits à un marché rentable.

Le projet a été clôturé en fin avril 2017 et les principales activités conduites portaient principalement sur :

- ✓ Le bilan des activités
- ✓ L'organisation des journées promotionnelles du soja et du maïs à Pô et à Léo
- ✓ L'audit et l'évaluation conduite par AGRA

2.2.1. Bilan des activités de la campagne 2016/2017

Le 16 février 2017, une rencontre de bilan des activités du projet a été organisée au siège du Réseau MARP avec les principaux partenaires terrain. Le bilan fait par chaque structure pour la campagne 2016/2017 se présente comme suit par structure :

Bilan d'activité de la campagne du FNZ :

Sur une prévision de 6 communes, 5 ont bénéficié de la mise en œuvre des activités de champs école. Toutes les opérations culturales ont été réalisées: Labour, Semis, Sarclage +NPK, Sarclage +urée 1, Buttage +urée 2. En plus, 8 visites commentées ont été réalisées du 22 juillet au 1er novembre 2016, au profit de 599 producteurs dont 230 femmes. Quant à l'accompagnement des producteurs sur l'accès aux crédits, FNZ a pu accompagner les groupements à mobiliser 275 millions de FCFA.

Bilan de la campagne Wend –Panga :

Les 4 champs écoles ont été réalisés à 100% à Zeccho et à Ziou. L'application de la micro dose a connu beaucoup d'engouement auprès de la population. Des visites commentées ont été réalisées avec 72 producteurs. La structure a en outre pu accompagner des groupements à accéder à des crédits d'un montant total de 47 millions de FCFA. La principale difficulté a été la destruction des champs écoles des femmes par des animaux qui, du fait de la précarité de leur accès à la terre, ne peuvent pas réclamer un dédommagement des dégâts causés sans le soutien de leurs époux.

Bilan de la campagne APSEARN :

Sur 6 champs écoles prévus la totalité a été réalisée au profit de 2100 producteurs. Ces producteurs ont été formés sur l'itinéraire technique et la technique de la micro dose. 560 producteurs dont 160 femmes ont participé aux visites commentées. En outre, 200 producteurs ont reçu la formation sur les techniques de compostage et 20 groupements ont bénéficiés de l'accompagnement pour l'acquisition de récépissé. L'APSEARN a également participé à une émission radio pour une communication sur l'adoption des bonnes pratiques agricoles. Elle a pu mobiliser 256 millions de franc CFA auprès de l'ACEFIM/RCPB pour ses membres. La difficulté rencontrée a été la mobilisation des producteurs pour rallier les champs qui étaient éloignés et enclavés. Ce qui n'a pas permis à un nombre important de participer aux visites commentées.

Bilan de la campagne GONATI :

Pour GONATI, les 2 champs écoles prévus ont été réalisés à 100% avec 360 producteurs. 4 visites commentées dont deux par champs école ont été réalisées et ont permis d'atteindre 1065 producteurs sur une prévision de 1000 producteurs. La structure a pris part à une formation sur la chaîne des valeurs et a effectué un voyage d'étude et d'échange au Ghana. Elle a par ailleurs participé aux

rencontres de planifications tenues par le Réseau MARP. GONATI a pu mobiliser un crédit semence avec LAVODEC (1 tonne de soja : 500 000 F et 1 tonne de maïs : 325 000) pour ses membres. Des difficultés rencontrées dans la production sont les attaques parasitaires des plants de soja et de maïs avec peu de dégâts.

Bilan de la campagne LAVODEC :

Pour LAVODEC, 6 champs écoles prévus ont été réalisés à 100%. La structure a réalisé des campagnes d'information /sensibilisation qui ont touché 930 personnes dont 360 femmes. Elle a également mené des formations sur les opérations culturales au profit de 1500 producteurs dont 909 femmes. En outre 12 visites commentées ont été réalisées avec une participation de 718 producteurs sur une prévision de 700 producteurs. Les difficultés rencontrées sont les aléas climatiques qui se sont manifestés par des inondations et un arrêt brusque des pluies.

Bilan de campagne LOUGOUZENA :

Au cours de la campagne, 3 sites ont été identifiés dans 3 communes pour la mise en place des champs écoles. Toutes les opérations culturales ont fait l'objet de suivi par l'Animateur, le Coordonnateur et la Présidente. 6 visites commentées ont été organisés à la montaison et à la floraison. La Fédération a participé aux visites commentées conduites par LAVODEC et GONATI. À cela s'ajoute une participation à un atelier au Nahouri sur l'intermédiation financière.

Bilan de campagne AGROTECDEV :

Pour les six mois passé Agro-Tech-Dev a recruté 8 animateurs sur une prévision de 3 animateurs pour la mise en œuvre de ses différentes activités. En ce qui concerne la mise en place des champs écoles, 5 champs écoles ont été réalisés sur 5 prévus. La structure a réalisé le suivi de toutes les opérations culturales avec la participation de 510 producteurs. En outre, 10 visites commentées ont été réalisées avec la participation de 1605 producteurs sur une prévision de 1500. En plus, 663 producteurs ont été formés sur le compostage sur une prévision de 500, et 1571 producteurs sur les techniques de la micro-dose et les opérations post récolte. La structure a également distribué 26 tonnes de semences de soja à 1800 producteurs et faciliter l'écoulement des produits par le rachat de 500 tonnes de soja produit. 35 groupements ont bénéficié de l'accompagnement pour l'acquisition de leur récépissé et 16 en ont effectivement obtenu. 19 millions ont été mobilisés pour 16 groupements auprès d'ACEFIM

2.2.2. Organiser les producteurs en coopératives

L'organisation des producteurs est un des facteurs essentiels pour le développement d'une approche chaîne de valeur. C'est pour cela que dans le cadre de la mise en œuvre du projet, l'organisation des producteurs en coopératives a été retenue comme activité centrale. Les coopératives sur le maïs existant déjà, l'accent a été mis sur la mise en place des coopératives de soja.

Pour ce faire, des rencontres ont été initiées avec le service de l'organisation du monde rural (DOPER) du Ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques. Ces rencontres ont permis de disposer des textes régissant le mode de mise en place et d'organisation des coopératives.

Les partenaires terrain ont alors été sensibilisés sur la démarche à entreprise pour la mise en place de ces coopératives du soja. Les fora des journées promotionnelles du soja et du maïs ont servi de cadre d'échanges pour la mise en place de ces coopératives.

Dans la province du Nahouri, sous la houlette du partenaire LAVODEC, les spécialistes du Ministère ont été contactés et ont procédé à la mise en place de la coopérative dans cette province au cours du mois d'avril 2017. Dans la province de la Sissili, AGROTECDEV a également engagé les démarches avec le Ministère pour la mise en place de la plateforme du soja de la Sissili.

2.2.3. Organiser des journées promotionnelles du soja et du maïs

Pour la promotion du soja et du maïs, deux journées promotionnelles du soja et du maïs ont été organisées dans les villes de Pô et Léo, chefs-lieux des provinces d'intervention du projet à savoir Nahouri et Sissili.

Ces journées ont été organisées respectivement du 10 au 11 mars 2017 à Léo et du 21 au 22 avril à Pô. Pour les deux provinces, un forum a été organisé en marge sur les contraintes rencontrées par les producteurs pour la promotion de la filière soja et maïs et a permis de faire des propositions concrètes dans ce sens. Ces fora ont connu une forte participation des acteurs des filières soja et maïs.

Chaque journée promotionnelle a regroupé plus de 1000 producteurs dans chaque zone avec une grande foire où sont exposés des produits des maillons de la chaîne de valeur du soja et du maïs.

Ces journées promotionnelles ont été l'occasion de faire du marketing de ces produits et de créer des opportunités de marchés et d'affaires. Des partenaires de la filière soja du Ghana notamment des groupements de producteurs de Toumou ont été conviés à ces journées promotionnelles.



Journée promotionnelle du soja et du maïs de Léo



Journée promotionnelle du soja et du maïs de Pô

2.2.4. Evaluation et audit du projet

Au terme de la mise en œuvre du Projet, AGRA a commis une mission d'évaluation et d'audit du projet au cours du mois de mai 2017. Cette mission qui a duré 7 jours a permis aux auditeurs d'apprécier l'état de mise en œuvre du projet, d'évaluer les performances de l'équipe dans la conduite des activités et apprécier la qualité de la gestion financière. Il ressort de façon générale, en se basant sur les échanges conduits avec les bénéficiaires sur le terrain, la mission a relevé un bon niveau d'atteinte des résultats du projet même si le dispositif de suivi-évaluation mis en place n'a pas suffisamment complète de permettre d'apprécier tous les effets et impacts.

Sur le plan financier, la mission a apprécié positivement la bonne tenue des pièces comptables et l'efficacité dans la gestion.

Des recommandations ont été faites pour maximiser dans le futur les impacts des interventions et réduire les risques liés à la gestion des ressources allouées par AGRA.

Chapitre 3. INTERVENTION DANS LE DOMAINE DU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE COMMUNAUTAIRE, GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET REPOSE HUMANITAIRE

Face à la récurrence des catastrophes naturelles, conséquence du changement climatique, plusieurs initiatives sont développées pour réduire les risques d'exposition à ces risques et à la construction de communautés plus résilientes, capables de supporter les chocs climatiques. Le Réseau MARP-Burkina a contribué à ces initiatives en 2017 à travers le dialogue politique national pour faire de la réduction des risques de catastrophes une priorité. L'Association participe aussi à une recherche-action sur une gestion efficiente des eaux souterraines dans un contexte de changement climatique à travers l'initiative BRAVE II et met en œuvre un projet de préparation, de prévention et de réponse aux risques de catastrophes naturelles dans la province du Soum.

3.1 PROJET DE PROGRAMME DE PLAIDOYER POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Christian Aid, Action Contre la Faim et leurs partenaires que sont la Croix Rouge Burkinabè et le Réseau MARP-Burkina, interviennent dans les provinces du Soum et de la Tapoa pour la mise en œuvre du projet de Prévention, Préparation et Réponse aux Catastrophes naturelles dans le Soum et la Tapoa (PPRC-ST).

L'objectif principal poursuivi par les acteurs est de contribuer à (1) l'intégration des bulletins du Système d'Alerte Précoce (SAP) régional aux données des systèmes de surveillance locaux, (2) améliorer les informations et connaissances des populations ciblées, relatives à la RRC en faisant accéder aux communautés ciblées les données agro-météorologiques de la Direction Générale de la Météorologie (DGM), et (3) réaliser des actions de prévention et préparation aux risques de catastrophes adaptées.

Le projet a une durée de 23 mois.

Les activités conduites au cours de la première année par le Réseau MARP-Burkina au titre du résultat 2 du projet sont présentées dans les lignes qui suivent.

3.1.1. Faciliter la diffusion des informations agro-météorologiques

Acquérir des pluviomètres paysans

Au total 34 pluviomètres paysans ont été acquis en juin 2017 et mis à la disposition des collecteurs après leur formation en Juillet 2017. Ces pluviomètres ont été acquis au Mali avec l'appui de l'Agence Nationale de la Météorologie du Burkina Faso (ANAM) et celle du Mali.

Former les collecteurs locaux sur l'utilisation des pluviomètres pour la collecte des eaux des pluies

Du 25 au 26 juillet 2017, 42 personnes formées, dont 34 collecteurs locaux, 2 animateurs radios, 3 agents de l'agriculture, et 3 agents du projet ont été formées sur l'utilisation des pluviomètres pour la collecte des eaux des pluies. La formation a été facilitée par l'ANAM. La formation a porté sur des généralités en matière de météorologie, des séances théoriques et pratiques sur l'utilisation du pluviomètre et des simulations sur la collecte d'informations pluviométriques.



Une vue des participants à la formation

Le tableau ci-après présente la synthèse de la pluviométrie des mois d'août et septembre 2017 dans la zone du projet.

Tableau 1 : Synthèse des données pluviométriques de la zone du projet

Communes	Villages	Cumul août 2017	cumul septembre 2017	Cumul août & septembre 2017
Djibo	Digatao Mossi	164,80	40,50	205,30
	Sê	239,10	23,20	262,30
	Piladi	173,90	40,00	213,90
	Sô	166,07	47,50	213,57
	Som	127,70	NP	127,70
	Koumbataka	136,80	35,00	171,80
	Bani Kani	97,00	64,00	161,00
	Borguendé	115,00	30,70	145,70
	N'Ganoua	204,00	50,00	254,00
	Tondiata	161,00	38,10	199,10
	Pételtioudi	186,60	NP	186,60
	Fétokoba	0,00	NP	NP
	Digatao Rimaïbé	614,00	92,10	706,10
	Mondé Sô	0,00	NP	NP
Nassoumbou	Nassoumbou	170,50	53,00	223,50
	Yérouporou	198,50	10,00	208,50
	Bouro	236,50	49,00	285,50
	Damba	140,50	155,00	295,50
	Bangaharia	193,50	61,00	254,50
	Dessouma	182,60	52,00	234,60
	Ariel	260,50	NP	260,50
	Kourfadji	0,00	NP	NP
Baraboulé	Ouindoupoli	101,00	21,00	122,00
	Fili Fili	260,50	34,30	294,80
	Pétégoli	103,00	24,50	127,50
	Dohouré	NP	19,20	19,20

Communes	Villages	Cumul août 2017	cumul septembre 2017	Cumul août & septembre 2017
	Oudouga	NP	14,50	14,50
	Konga	NP	68,00	68,00
	Dankanao	100,80	33,20	134,00
	Pétalbaye	137,05	16,30	153,35
	Baniel	103,40	47,00	150,40
	Soffi	135,90	33,50	169,40
	Lessam	106,00	24,90	130,90
	Gadiouga	107,40	22,00	129,40

✓ **Traduction des bulletins agro-météo produits par l'ANAM**

Pour faciliter l'accès des bénéficiaires à l'information météorologique, le bulletin agro-météorologique produit par la Météo a été traduit en langue nationale fulfuldé et mis à leur disposition.

✓ **Diffusion des bulletins de l'ANAM et des infos pluviométriques par le biais d'émissions radio**

Les informations sur les données météorologiques collectées par les producteurs et le bulletin agro-météorologique de l'ANAM ont été diffusées à la Radio "la Voix du Soum (RVS)". Au total deux émissions radios ont été organisées.

3.1.2 Produire et traduire les supports IEC et réaliser des activités IEC sur la RRC

La loi 012/AN d'Avril 2014 (un document clé en matière de RRC) a été simplifiée et traduite en langues nationales mooré et dioula. Pour une large diffusion du document et pour permettre aux Commissions techniques de Suivi, d'Alerte et Réponses aux Catastrophes naturelles (CSARC) de se l'approprier, 800 exemplaires ont été produits (300 documents en français, 300 en fulfuldé et 200 en mooré).

3.1.3 Former les Commissions techniques de Suivi, d'Alerte et Réponses aux Catastrophes naturelles (CSARC) sur la Réduction des Risques de Catastrophes

Pour permettre aux CSARC d'acquérir des connaissances leur permettant d'assurer la prévention et la préparation au risque de catastrophes à travers l'utilisation d'outils appropriés, 38 personnes dont 31 représentants des CSARC et 7 animateurs ont bénéficié d'une formation sur la RRC. La formation s'est déroulée du 14 au 15 septembre 2017 à Djibo. Les thèmes abordés au cours de cette formation ont porté sur : i) les changements climatiques,, ii) connaissance des risques de catastrophes, iii) les générales sur la loi 012/AN d'Avril 2014, iv) l'identification des risques de catastrophes dans les communes d'intervention, v) proposition de stratégies d'intégration de la RRC dans les plans communaux de développement.

Lien : http://reseaumarpbf.org/IMG/pdf/rapport_formation_des_csarc_sur_la_rrc_djibo.pdf



Une vue des participants à la formation

3.1.4 Organiser une visite d'échanges intercommunautaire sur la RRC et le leadership féminin

Du 29 Octobre au 01 novembre 2017, un voyage d'échanges intercommunautaire a été organisé sur « la RRC et le leadership féminin » dans la commune de Gorom-Gorom (province de l'Oudalan) de 20 femmes leaders de la province du Soum et d'un agent du service technique de l'agriculture. Cette visite leur a permis de s'enquérir de l'expérience des femmes de Gorom-Gorom en matière d'action de résilience face aux catastrophes naturelles. Les thèmes abordés au cours de la visite sont :

- la mise en place et le fonctionnement des comités d'alerte précoce (CAP),
- la pratique de l'élevage naisseur,
- l'utilisation de semences améliorées,
- les techniques de stabilisation des dunes de sables,
- la mobilisation communautaire pour la pratique du maraîchage
- les techniques de collecte d'eau pour l'irrigation d'appoint en cas de poche de sécheresse.

Les visiteuses se sont engagées à mettre en pratique les connaissances acquises en vue de contribuer à la réduction de la vulnérabilité de leurs communautés respectives.

Lien : http://reseaumarpbf.org/IMG/pdf/rapport_voyage_partage_d_experience_a_gorom_2.pdf



Echanges avec les producteurs/trices de Bidi 2

3.1.5 Former les animateurs radio et journalistes sur la RRC et le plaidoyer

Les journalistes et communicateurs de la province du Soum ont bénéficié d'une formation sur la RRC et le plaidoyer du 04 au 06 octobre 2017. Au total 14 hommes de média ont bénéficié de cette formation qui leur a permis d'appréhender le contenu de la RRC et des mesures de prévention et de préparation à développer. Des thématiques de plaidoyer (lutte contre les oiseaux granivores, les attaques des criquets pèlerins et la réduction des risques d'inondation) ont été développées au cours de cette formation. Les apprenants se sont engagés à accompagner le projet dans la diffusion de bonnes pratiques de réduction des risques dans les thématiques ci-dessus énumérées. Des émissions radios ont été lancées sur ces thématiques et seront renforcées au cours de l'an II du projet.

Lien :

http://reseaumarpbf.org/IMG/pdf/rapport_de_la_formaion_des_journalistes_sur_la_rrc_plaidoyer.pdf



Photo de groupe des partici

3.1.6 Former les CSARC sur les techniques d'animation

Les CSARC ont bénéficié d'une formation sur les techniques d'animation du 18 au 20 octobre 2017 à Djibo. Cette formation a porté sur les attitudes et aptitudes d'un bon animateur, les rudiments nécessaires pour la conduite d'une session d'animation, les techniques d'utilisation d'une boîte à image en animation et des simulations d'animation sur la réduction des risques de catastrophes. Au total 34 personnes ont bénéficié de cette formation.



Une vue des participants

3.1.7 Former les membres des conseillers municipaux sur la RRC et le plaidoyer

Du 28 au 30 novembre 2017 à Djibo s'est tenue la formation des conseillers municipaux des communes de Djibo, Baraboulé et Nassoumbou sur la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) et le plaidoyer. La formation a permis aux 30 conseillers participant de renforcer leur capacité sur la RRC en vue d'assurer son intégration qualitative dans les plans communaux de développement (PCD). Ils ont été initiés également sur les techniques de plaidoyer dans la perspective d'influencer les débats et échanges lors des sessions des conseils municipaux pour la prise de résolutions en faveur de la RRC.

Lien :

http://reseaumarpbf.org/IMG/pdf/rapport_de_la_formation_des_cm_sur_la_rrc_et_le_plaidoyer_a_djibo.pdf



Une vue des participants pendant un exercice pratique



Une photo de groupe après remise des livrets sur la loi 012/AN/2014

3.1.8 Appuyer la réalisation d'aménagements modèles protégeant les moyens d'existence des communautés les plus vulnérables aux aléas

Validation du choix des sites à aménager

Après plusieurs sorties dans les villages d'intervention du projet, 15 sites aménageables ont été identifiés. Pour la validation du choix de ces sites et dans l'optique de proposer des options d'aménagement pour chacun des sites d'autres sorties terrain ont été organisées au cours du mois de juillet 2017 en concertation avec les agents des services techniques déconcentrés de l'Etat (Agriculture, élevage, environnement, action sociale) et les CSARC. A l'issue de ces sorties, 8 sites ont été retenus pour l'aménagement.

Tableau 2 : situation des sites retenus pour les aménagements

Commune	Désignation du site	Type de l'ouvrage à aménager
DJIBO	Digato Mossi	Digue d'épandage à réhabiliter
NASSOUMBOU	Yéroupourou	Renforcement en gabions de la RD 101 au niveau du village pour faciliter sa praticabilité
	Nassoumbou	Protection d'un plan d'eau d'une mare contigüe aux concessions, à maîtriser pendant les crues
BARABOULE	Fili Fili	Ouvrage de franchissement à réaliser en aval d'une retenue d'eau
	Oudouga	Construction d'un ouvrage de protection des concessions et réalisation d'une retenue d'eau
	Wouindoupoli	Digue d'épandage à réhabiliter
	Pélégoli marché	Construction d'un ouvrage de franchissement avec clapet anti-retour et construction d'un ouvrage de franchissement radier 9m en béton cyclo
	Pétégoli mare	Retenue d'eau avec évacuateur cyclable

Conduire une étude sommaire de réalisation d'ouvrages

Après la validation du choix des sites à aménager, une étude a été conduite en vue d'une évaluation technique et financière des ouvrages modèles à mettre en place sur les sites retenus. Cette étude a permis de préciser les modèles d'aménagement, de faire des propositions de coûts et de donner les informations topographiques des ouvrages à réaliser.

Lancement des travaux d'aménagement

Pour la conduite des travaux d'aménagement, des groupes de travail ont été mis en place pour la collecte des moellons et des comités de gestion de 6 personnes par village ont été installés pour l'organisation, le suivi des travaux et pour la maintenance.

Au cours du mois de décembre 2017, les travaux d'aménagement ont été lancés dans les villages de Fili Fili, de Pétégoli (site marché) et de Nassoumbou. Ces débuts de travaux connaissant une forte mobilisation des communautés qui ont compris l'intérêt de ces aménagements en termes de protection des moyens d'existence.

A l'étape actuelle des travaux d'aménagement, on retient que des changements de comportements sont déjà perceptibles à l'issue des nombreuses sessions de sensibilisation pour une participation massive aux travaux et surtout la constitution de fonds pour la maintenance des ouvrages.



Implantation de l'ouvrage à Fili Fili



Emprise du seuil creusée à Fili Fili

3.1.9 Situation des bénéficiaires des actions du projet

Activités	Bénéficiaires		Total
	Femmes	Hommes	
Former les collecteurs locaux sur l'utilisation des pluviomètres pour la collecte des eaux des pluies	5	37	42
Former les Commissions techniques de Suivi, d'Alerte et Réponses aux Catastrophes naturelles (CSARC) sur la Réduction des Risques de Catastrophes	2	36	38
Former les membres des conseillers municipaux sur la RRC et le plaidoyer	0	36	36
Organiser une visite d'échanges intercommunautaire sur la RRC et le leadership féminin	21	0	21
Former les CSARC sur les techniques d'animation	0	34	34
Former les animateurs radio et journalistes sur la RRC et le plaidoyer	4	10	14

3.2 PROGRAMME DE PLAIDOYER POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Les partenaires de Christian Aid que sont l'ODE, ATAD et le Réseau MARP-Burkina exécutent un programme de prévention de gestion des risques de catastrophes au Burkina Faso depuis 2010. En 2012, le programme est entré dans une phase de plaidoyer et a permis de réunir une vingtaine d'acteurs de la société civile autour de la thématique : «*Plaidoyer pour l'adoption et la mise en œuvre effective de la loi d'orientation relative à la prévention et la gestion des risques de catastrophes*». Réunis autour d'un réseau dénommé « Réseau National de Plaidoyer pour la Réduction des Risques de Catastrophes », ces acteurs visent à travers leur plaidoyer à amener les décideurs politiques à (1) inscrire la réduction des risques de catastrophes (RRC) dans les politiques de développement comme une priorité nationale et locale, (2) veiller à la mise en œuvre effective de cette loi.

Le programme bénéficie d'un appui technique et financier de Christian Aid. Au cours de l'année 2017, il s'est plutôt agi de capitaliser les actions de plaidoyer conduites depuis 2012. Aussi, le Réseau National de plaidoyer s'est attelé à célébrer comme à l'accoutumée la Journée Internationale de Prévention des Catastrophes (JIPC).

3.2.1 Capitalisation des acquis du plaidoyer

Au cours de l'année 2017, une capitalisation des acquis du plaidoyer a été engagée par le Réseau MARP en partenariat avec ODE et ATAD. Pour ce faire, une collecte de données a été conduite de février à mars 2017 à Ouagadougou et dans les provinces d'intervention des trois principaux partenaires (ATAD, ODE, Réseau MARP) dans les provinces de l'Oudalan, du Seno et du Zondoma.

Il ressort de cette capitalisation que le Réseau national de plaidoyer sur les risques de catastrophes après plus de quatre (04) années d'intervention sur le terrain, a engrangé des résultats certains. Il se positionne aujourd'hui comme un acteur national incontournable en matière de RRC.

Les résultats obtenus témoignent d'une contribution certaine à la prise en compte politique de la problématique de RRC dans les programmes publics de développement. Il a contribué de façon significative à une résilience des communautés les plus vulnérables, surtout dans les zones des trois (03) partenaires que sont le Réseau MARP, l'ODE et ATAD.

3.2.2 Célébration de la journée internationale de la Prévention des Catastrophes (JIPC)

Comme à l'accoutumée (depuis 2012), le Réseau National de plaidoyer avec l'appui de Christian Aid et en collaboration avec le SP/CONASUR a célébré cette année encore la JIPC. Célébrée en différé le 7 décembre 2017 à Arbollé sous le thème « Jamais aussi bien que chez soi : Réduire l'exposition aux risques et les déplacements forcés », a connu une forte mobilisation des autorités nationales et les populations de la commune rurale de Arbollé. Présidé par le Gouverneur de la Région du Nord, cette célébration a encore constitué une occasion pour le Réseau National d'interpeller les autorités sur leur rôle dans la mise en application de la loi 012/2014 sur la réduction des risques de catastrophes.



Images de la cérémonie de la JIPC à Arbollé

3.3 PROJET BRAVE II

Le projet de recherche sur les eaux souterraines est une initiative de plusieurs instituts et universités du Burkina, du Ghana et de la Suisse en collaboration avec des ONG internationales telles que Christian Aid. Au Burkina, l'ONG Christian Aid qui est le porteur du volet social du projet a confié son exécution sur le terrain au Réseau MARP-Burkina. Des sites ont été identifiés dans la province du Sanguié (Tomo, Kado dans le village de Kyon, Poa et Zhilvélé) pour la conduite de la recherche qui durera 3 ans.

Les activités du projet au cours de l'année 2017 ont porté essentiellement sur la participation à la rencontre annuelle des partenaires du projet BRAVE, la formation des partenaires locaux sur le concept « listening group » et la facilitation du suivi de la collecte d'informations sur les eaux de puits et la pluviométrie.

3.3.1 Participation à la rencontre des partenaires

Du 24 au 26 janvier 2017, le directeur technique du Réseau MARP a participé au nom de la structure à la deuxième rencontre des partenaires du projet BRAVE au Ghana. Il s'est agi au cours de cette rencontre de faire le point des activités conduites sur le terrain, d'échanger sur la méthodologie de mise en œuvre des activités. Des séances de discussion et de partage d'expériences ont été conduites et ont permis aux partenaires du Burkina et du Ghana de partager leurs expériences et leurs approches en matière de gestion et de communication sur les eaux souterraines au niveau communautaire.

Au cours de l'atelier, les obstacles à la mise en œuvre des activités ont été répertoriés. Il s'agit entre autres de :

- ✓ La participation non efficace des femmes à la gestion des ressources en eau indépendamment des politiques qui intègrent l'approche genre ;
- ✓ La faible synergie malgré la pluralité des acteurs du secteur de l'eau
- ✓ La complexité de la communication / du langage entre les chercheurs et les ONG, les décideurs, etc. - les scientifiques doivent développer un très bon moyen de mieux communiquer leurs résultats de recherche.
- ✓ Manque de connaissances sur les ressources en eau souterraine et manque de mesures.



Vue des participants à la rencontre

3.3.2 Suivi des activités de collecte de données sur la pluviométrie et le niveau des points d'eau

Un dispositif de collecte de données composé d'outils de mesure et de collecte avait été mis en place par l'IRC dans 2 villages de la province du Sanguié. La mise en place du dispositif a été suivie d'une formation de deux moniteurs par village. Les personnes formées devaient assurer d'une part la collecte régulière des données au niveau des points d'eau dans les localités et d'autre part les relevés pluviométriques de Tomo et de Poa.

Le Réseau MARP en tant que partenaire de mise en œuvre du projet a facilité régulièrement la conduite des missions de l'IRC sur le terrain. Aussi, plusieurs missions ont été effectuées sur le terrain pour suivre la collecte des données et faire des recommandations pour l'amélioration de l'activité de collecte.

Les paramètres collectés sont:

- la pluviométrie sur une base journalière, notamment pendant la saison pluvieuse;
- les niveaux d'eau des puits sur une base hebdomadaire (initialement 3 puits par communauté, élargis à 6 à Tomo et 7 à Poa en mai 2017), dans deux jardins par village.
- la quantité d'eau prélevée (nombre de récipients) par puits sur une base journalière. Cet exercice inclut les propriétaires ou usagers qui font un comptage des pierres (cailloux) chaque fois qu'ils puisent (voir photo). Ensuite les moniteurs avec l'aide des responsables du jardin font le décompte les soirs.
- la quantité d'eau par culture dans le jardin (uniquement sur une saison agricole).

3.3.3 Formation des acteurs locaux sur le concept « listening group »

La Lorna Young Foundation (LYF) est le partenaire chargé d'animer le volet communication du projet. C'est dans ce sens qu'elle a organisé le 01 juin 2017 une formation sur le « listening group » avec la facilitation du Réseau MARP. Des représentants des communautés d'intervention, des agents des services techniques de l'Etat ainsi que des animateurs radio ont été conviés à la formation. Cette formation a porté sur les thématiques clés autour desquelles devraient être organisées le travail des listening group (groupes d'écoute) et a permis de définir des calendriers agricoles. Ces calendriers agricoles devraient servir de repère pour l'enregistrement régulier d'émissions radios avec la participation des groupes d'écoute.

Chapitre 4. INTERVENTION DANS LA GESTION DES CONFLITS ET CONSERVATION DE LA PAIX

Dans un contexte sous régional marqué par l'extrémisme violent et une exacerbation des conflits liés à la gestion des ressources naturelles qui s'épuisent, le Réseau MARP-Burkina s'est posé comme un « nouvel » acteur dans la gestion des conflits et la construction de la paix. La mise en œuvre de l'initiative paix et diversité au Sahel en partenariat avec CARE Niger est une illustration de son engagement dans ce secteur crucial du développement.

4.1 INITIATIVE PAIX ET DIVERSITE AU SAHEL (IPAD)

Le Réseau MARP-Burkina met en œuvre en collaboration avec CARE Niger et sur financement de l'Union Européenne, un projet d'implication des femmes dans la gestion des conflits au niveau communautaire. Le projet se propose d'accompagner, renforcer et concrétiser la volonté des acteurs nationaux de progresser vers la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies sur la participation des femmes dans la construction de la paix, et de les impliquer réellement dans les mécanismes locaux de gestion des conflits et de consolidation de la paix.

Le projet IPAD s'inscrit essentiellement dans le développement et la valorisation des capacités des organisations de femmes en vue de conduire des campagnes de plaidoyer dans les deux pays de mise en œuvre. Ce projet triennal est mis en œuvre au Burkina dans les provinces du Seno et du Yagha dans la Région du Sahel.

Le projet a pris fin en décembre 2017. Les activités déroulées au cours de l'année autour des trois résultats du projet se présentent comme suit :

4.1.1. Activités réalisées dans le cadre du résultat 1 : Au moins 160 organisations de femmes et 100 hommes champions développent et mettent en œuvre des compétences nouvelles sur les thématiques de paix, prévention des conflits et gestion non-violente des conflits.

Les activités suivantes ont été menées au cours de la période :

Organisation de plateformes d'animation sur la participation des femmes dans la gestion des conflits

Tenue dans chacune des trois communes, les plateformes d'animation ont regroupé les personnes suivantes :

Communes – centres	Nombre de Formateurs (trices) locaux (les)	Nombre de femmes leaders	Nombre de personnes ressources*	Dates de passage
Boundouré	12	2	6	30-01-2017
Sampelga	10	2	6	01-02-2017
Falangountou	8	2	6	02-02-2017

* Chef coutumier, Imam du village, Maire de commune, Représentant promotion de la femme

Lors de ces échanges les participants ont dégagé les obstacles et les contraintes liés à la participation des femmes dans la gestion des conflits au sein des communautés :

- ✓ manque de considération pour les femmes qui fait que les hommes ne les impliquent pas dans les différentes instances de débats ;
- ✓ l'ignorance des hommes et des femmes, quand à la capacité de la femme à trouver une solution aux problèmes de la société ;

- ✓ sous-estimation des femmes par les hommes et aussi manque de confiance des femmes en leur capacité à résoudre les problèmes de la communauté ;
- ✓ non prise en compte des avis des femmes par hommes quand il arrive qu'elles (les femmes) parlent ;
- ✓ insuffisance de formation pour les femmes.

Suites à ces contraintes identifiées, les défis à relever en matière d'implication des femmes dans la gestion et la prévention des conflits au sein des communautés de continuer à impliquer les femmes dans les réunions et leur donner toujours la parole pour qu'elles s'expriment, même si c'est pour dire peu de chose. A la longue cela pourra les aider à renforcer leur confiance en soi.

On constate que les femmes se concertent plus que les hommes et elles détiennent beaucoup de secrets que les hommes. Elles savent mieux observer que les hommes. De ce fait :

- ✓ la femme doit être prise en compte dans la gestion des conflits et pour cela l'occasion doit lui être donnée de se prononcer lorsqu'il y a un conflit et ses idées doivent être prises en compte ;
- ✓ Il faut mettre l'accent sur l'alphabétisation de la jeune fille pour réduire ce complexe chez les femmes.
- ✓ Il faut sensibiliser les leaders religieux coutumiers sur la nécessité d'impliquer les femmes dans les instances de prise de décision ou de résolution des conflits.

Les actions à mettre en place pour promouvoir la participation des femmes dans les instances de prévention et résolution des conflits au niveau communautaire sont les suivantes :

- ✓ faire des rencontres avec les femmes et les sensibiliser sur l'importance de leur participation et leur implication dans la résolution des conflits.
- ✓ prendre en compte leurs préoccupations.
- ✓ s'asseoir ensemble, hommes et femmes et prendre un engagement, ou une décision pour atteindre notre objectif
- ✓ le rôle que doit jouer chaque acteur, c'est d'éviter les considérations ethniques ou les divisions ethnique ; « *Nous devons vivre main dans la main* ».

Au vu des actions le rôle à jouer par les principaux acteurs (chefs coutumiers, femmes leaders, hommes champions, leaders religieux, l'administration, etc.) pour promouvoir la participation des femmes dans les instances de prévention et gestion des conflits communautaires ont été dégagés par les participants :

- ✓ Tous les acteurs doivent être de bon conseiller, donner toujours le bon exemple et être de bonne moralité. Tout le monde doit s'impliquer dans la sensibilisation à travers des visites à domicile ;
- ✓ Les leaders doivent s'approcher de l'administration pour mieux se faire connaître. Ils doivent aussi se faire connaître par les services de sécurité pour qu'ils prennent connaissance de leur existence ;
- ✓ Les coutumiers doivent être sensibilisés sur la question de l'implication des femmes dans la prévention et la gestion des conflits ;
- ✓ l'administration (locale et déconcentrée) doit prévoir un appui pour faciliter la tâche ;
- ✓ Les hommes champions et les femmes leaders ont besoin d'une reconnaissance officielle pour pouvoir mieux travailler ;
- ✓ Les femmes sont devant la gestion des conflits et souvent elles sont responsabilisées dans des tâches bien précises.
- ✓ Les leaders religieux doivent sensibiliser les fidèles afin que la paix règne dans la communauté.

✚ Organisation d'une mission d'information des nouvelles autorités locales

Du 06 au 09 Février 2017, le Coordonnateur et l'AT/IPAD ont effectué une mission d'information auprès des services technique des provinces du Yagha et le Séno. En effet, suite à la crise socio-politique qu'a connue le pays, les communes étaient encore sous la direction de délégation spéciale. Avec la régularisation de la situation, de nouvelles autorités ont été installées. De même les autorités administrative nos partenaires sur le terrain ont connu un grand mouvement de personnel. De nouveaux directeurs régionaux et provinciaux ont été installés au niveau de certaines directions. Tout ceci imposait de rencontrer ces nouveaux responsables afin de les mettre au courant des actions en cours dans le cadre du projet "Initiative Paix et Diversité au Sahel".

4.1.2 Activités du Résultat3 : Les réseaux de femmes leaders renforcent leurs capacités à mieux planifier et à conduire des campagnes de plaidoyer au Niger et au Burkina Faso.

✚ Organisation d'un atelier de formation de femmes membres des réseaux et fédérations de femmes

Dans la perspective du renforcement des capacités des femmes leaders, un atelier de formation en technique d'élaboration et mise en œuvre d'un plan de plaidoyer a été organisé dans la salle de réunion du Réseau MARP-Burkina à Ouagadougou, à l'intention des femmes membres des réseaux et fédérations de femmes œuvrant pour la paix,.

L'atelier a eu pour objectif principal **d'outiller les femmes en technique d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan de plaidoyer**. L'atelier a connu la participation vingt et une femme, membres des Réseaux et fédérations œuvrant pour la paix.



Image: Participantes en séance de travaux de groupe.

✚ Organisation de séances de Communication pour le Changement de Comportement (CCC)

Du 27-02- au 08- 03- 2017 s'est tenu dans neuf villages des séances CCC. Il s'est agi au cours de ces séances CCC de faire prendre conscience aux populations sur la réalité de la situation et de la gestion des ressources naturelles au niveau de leur village. Les points suivants ont été abordés :

- Définir ce que c'est qu'une ressource naturelle ?
- Comment se fait l'exploitation des ressources naturelles dans votre village et les problèmes liés à cette exploitation;
- Projection de film suivi de débat;
- Que faire pour atteindre une exploitation paisible des ressources naturelles dans votre village ?

Commune	Village	Dates de passages
Boundouré	Yama	27-02-2017
	Soulountou	28-02-2017
	Boundouré centre	01-02-2017
Sampelga	Niagassi	02-03-2017
	Damdegou	03-03-2017
	Sampelga	04-03-2017
Falangountou	Goulougountou	6-03-2017
	Gargono	7-03-2017
	Gomo	8-03-2017

✚ Organisation d'un forum inter pays Burkina/Niger

Le 13 Avril 2017 s'est tenu dans la salle de réunion de l'hôtel des conférences Ouind-Yidé, à Ouagadougou, un forum inter pays des femmes leaders du Burkina Faso et du Niger sur la problématique de la participation des femmes dans les mécanismes de gestion des conflits et de consolidation de la paix. Cette rencontre visait à permettre aux « forumistes » d'échanger sur la problématique de la participation des femmes dans les mécanismes consacrés à la gestion des conflits et à la consolidation de la paix au Burkina Faso et au Niger. De façon spécifique, ce forum avait pour objectifs de:

- partager les expériences de la participation des femmes dans les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits au sein des communautés d'intervention du projet IPAD au Niger et au Burkina ;
- échanger sur les résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies : niveau de connaissance et de mise en œuvre au Niger et au Burkina ;
- identifier un thème commun de plaidoyer en lien avec les résolutions 1325, 1820 ;
- jeter les bases d'un réseautage entre les femmes leaders du Niger et du Burkina afin de conduire le plaidoyer en lien avec le thème identifié. **(voir Rapport en annexe)**

Le rapport de l'atelier a été partagé avec les réseaux et fédérations des femmes œuvrant dans la conservation de la paix et aux partenaires au niveau étatique.

- ✚ **Formation des formateurs locaux en techniques d'animation suivi de séances de CCC dans les 15 villages d'intervention du projet.**



Image : séance de formation à Boundouré

- ✚ **Formation des femmes leaders sur les techniques de gestion et de prévention des conflits politiques.**



Séance de formation des femmes leaders sur les techniques de gestion et de prévention des conflits politiques.

Chapitre 5. ACTIVITES DIVERSES

Au cours de l'année, le Réseau MARP-Burkina a conduit et participé à la mise en œuvre de certaines activités en collaboration avec d'autres acteurs du développement. Ces activités sont entre autres :

5.1 PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET FARENE

Le Réseau MARP en tant que Coordonnateur du Réseau de Promotion des innovations paysannes au Burkina Faso (PROFEIS) participe à la mise en œuvre du projet FaReNe (projet de recherche menée par les paysans) financé par la fondation Micknight en partenariat avec ETC et coordonné par Voisins Mondiaux. Ce projet de trois (03) ans est à sa troisième année de mise en œuvre et entend promouvoir les innovations paysannes à travers la conduite d'expérimentations conjointes, la promotion de réseaux de recherche conduite par les paysans et la mise en place de facilités de financement des innovations. Le Réseau MARP participe à l'action par :

- La mobilisation et la sensibilisation des paysans innovateurs et des réseaux au niveau local ;
- Le soutien aux innovations et le suivi/évaluation des expériences conjointes locales ;
- La facilitation d'une plus large propagation des innovations paysannes les plus pertinentes.

5.2 PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PROLI-FANS

Le Réseau MARP participe dans le cadre du Réseau PROFEIS à la mise en œuvre du Projet Promouvoir l'innovation locale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle financé par MISEREOR. Les principales activités conduites dans le cadre de ce projet sont :

- ✓ une formation a été organisée en juin pour 25 facilitateurs techniques sur le terrain composés des innovateurs et des membres des plateformes multipartites. La formation a examiné la façon de conduire et de soutenir les expériences conjointes, et de diffuser les innovations et les résultats Diagnostics Participatifs des Innovations (DPI) aux communautés. La session a permis aux parties prenantes d'interagir et d'établir des relations mutuelles et de discuter des activités d'innovation locales pour la deuxième année du projet.
- ✓ Cinq innovations de femmes ont été sélectionnées dans les provinces du Zonoma et du Passoré pour les processus DPI. Les protocoles ont été conçus avec les innovateurs qui ont par ailleurs bénéficié de fonds pour l'achat de petits équipements expérimentaux et des intrants pour la mise en œuvre des protocoles. Le DPI est axé sur le bio-compostage, l'enrichissement du porridge avec des ingrédients locaux pour lutter contre la malnutrition infantile et les bio-pesticides pour les parcelles de légumes
- ✓ Le comité de pilotage a tenu régulièrement chaque trimestre des réunions pour apprécier le niveau d'avancement des activités du projet ;
- ✓ Le Coordonnateur Régional pour l'Afrique de l'Ouest et centrale (Georges Djohy) a visité la coordination du Burkina en juin pour se familiariser avec l'équipe et définir avec elle les besoins d'appui. Il a également visité les deux sites d'apprentissage par action et recommandé une sélection d'innovations pour le DPI.

5.3 APPUI A L'OCADES-FADA POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN PROJET DE GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Sur demande du Christian Children Fund of Canada (CCFC), le Réseau MARP-Burkina a appuyé l'OCADES Fada pour la mise en œuvre de la composante réduction des risques de catastrophes du projet de renforcement de la résilience des communautés face aux risques de catastrophes. Cet appui initié en 2016 et qui a porté sur la conduite de diagnostics communautaires s'est poursuivi en 2017 par l'accompagnement de l'équipe de l'OCADES à la mise en place d'un système d'alerte précoce (SAP) communautaire.

Ainsi, après la formation des représentants des communautés, un manuel de formation sur le SAP a été élaboré et mis à la disposition de l'OCADES pour ses futures formations.

5.4 FORMATION DE L'EQUIPE DE AGED SUR L'EPVC

Du 08 au 10 novembre 2017, le Réseau MARP a facilité une formation de l'équipe du projet TRUST Fund, mis en œuvre par Christian Aid et AGED. La formation tenue dans la salle de réunion du PDES II sur le thème «formation du staff projet pour la conduite de l'évaluation participative de la vulnérabilité et des capacités dans les villages d'intervention» s'inscrivait dans le cadre des activités du projet de renforcement de la résilience des communautés vulnérables du Sahel et du Nord, financé par l'Union Européenne. La formation a porté sur les principaux modules suivants :

- ✓ Généralité sur la gestion des risques de catastrophes
- ✓ Généralités sur les catastrophes et introduction aux concepts clés
- ✓ Communication sur la résilience communautaire
- ✓ Présentation de l'outil « EPVC »
- ✓ Outils pour la conduite des EPVC

Après la session théorique, une sortie terrain a été organisée dans le village de Fili Fili dans la commune de Baraboulé pour une application des outils participatifs. La restitution opérée à l'issue de la sortie a permis d'apprécier le niveau d'assimilation des outils et des conseils pratiques ont été donnés pour la conduite des EPVC dans les villages d'intervention du projet.

Chapitre 6. DIFFICULTES, DEFIS ET PERSPECTIVES 2017

Des difficultés ont été rencontrées dans la mise en œuvre des activités au cours de l'année 2017. Aussi, des défis se sont posés et devraient constituer un point d'attention pour les perspectives de 2018.

6.1 DIFFICULTES

Les principales difficultés rencontrées au cours de l'année 2017 sont les suivantes :

- L'arrêt brusque du programme DRYDEV qui a entraîné une rupture de contrats pour de nombreux agents. Aussi, le non-paiement des frais liés aux engagements pris par le Réseau MARP pour sauver la campagne agricole constitue une contrainte majeure. De nombreux prestataires sont toujours en attente de leur paiement !
- L'insuffisance de suivi budgétaire du projet d'intensification de la production et de la commercialisation du soja et du maïs financé par AGRA n'a pas permis d'utiliser toutes les ressources financières du projet pour les activités planifiées sur le terrain ;
- La rupture brusque de contrat par l'Assistante Technique du projet IPAD à quelques jours de la fin officielle, a constitué un handicap dans la collecte des pièces comptables justificatives et des rapports de certaines activités menées au cours de l'année 2017.
- Le décès brutal du caméraman chargé de la réalisation d'un film de capitalisation des acquis du projet IPAD a porté un coup à la finalisation du film.

6.2 DEFIS

Le Réseau MARP-Burkina a acquis une importante expérience dans plusieurs secteurs du développement et apporte une contribution non négligeable au développement du Burkina Faso. On constate malheureusement une faible capitalisation/valorisation de ces connaissances. Les principaux défis pour l'année seraient à la fois :

- La capitalisation des acquis des vingt dernières années;
- Le maintien de relations de partenariat solides et de qualité avec les partenaires traditionnels
- La création de nouveaux partenariats.

6.3 PERSPECTIVES 2018

La réduction du portefeuille de projets au cours de l'année 2017 va certainement entraîner des difficultés financières de fonctionnement. Un effort doit être consenti en 2018 pour la mobilisation de nouveaux financements.

Néanmoins, la bonne gestion du partenariat en 2017 permet d'entrevoir de nouvelles actions en 2018. On peut retenir à ce sujet que :

- La participation à la mise en œuvre du Projet Femmes et Energies Durables d'une durée de 42 mois dans la province du Soum ;
- La gestion du Projet d'Institutionnalisation de la Gestion durable à base communautaire des risques de catastrophes (CBDRM) en partenariat avec le GNDR ;
- La participation à la mise en œuvre du projet FERTISOL en partenariat avec l'INERA.

Aussi, la dynamique de montage de nouveaux projets se poursuivra en 2018 avec l'appui des membres du Réseau MARP-Burkina.

Il reste entendu que le défi de la capitalisation devrait être impérativement relevé en 2018 pour assurer une plus grande visibilité aux actions du Réseau MARP-Burkina.

CONCLUSION

Le Réseau MARP-Burkina a mis en œuvre au cours de l'année 2017 des projets et programmes portés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales, le renforcement de la résilience communautaire, le plaidoyer pour la réduction des risques de catastrophes, la promotion de l'innovation paysanne, la gestion des conflits et la construction de la paix, etc.

La plupart ces actions ont connu une fin au cours de l'année. Une consolidation des acquis de ces projets sera engagée au cours de l'année 2018 tout en poursuivant l'effort de recherche de financement.